

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre.

L'hon. M. Fulton: Puis-je terminer en quelques mots? Face à cette situation pour laquelle le gouvernement lui-même est largement à blâmer, qui a entraîné la nécessité de présenter ces propositions budgétaires, mais, qui, de toute évidence, n'amélioreront pas la situation mais au contraire l'aggraveront, situation que le gouvernement a créée, je lance un appel à tous les députés sérieux des deux côtés de la Chambre: acceptez vos responsabilités et faites face à la réalité. Le fait est que nous ne pourrions remettre le pays dans la bonne voie tant que nous n'aurons pas fait le premier pas qui s'impose, de toute nécessité, à savoir, renverser le gouvernement actuellement au pouvoir.

[Français]

M. Henri Latulippe (Compton-Frontenac): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir d'avoir l'occasion de dire quelques mots sur la situation économique actuelle, qui est non seulement très complexe, mais gravement atteinte et pas rose du tout.

En 1962, lors de notre arrivée à la Chambre, les libéraux, qui étaient alors dans l'opposition, faisaient les mêmes demandes, agissaient de la même manière que les conservateurs d'aujourd'hui.

On blâmait le gouvernement pour toutes sortes de choses. On l'accusait de ne pas avoir su prendre ses responsabilités, d'accumuler des déficits, d'avoir été incapable d'équilibrer le budget. On le tenait responsable de l'inflation et du déséquilibre général qui sévissaient au pays. Pourtant, les libéraux occupaient les banquettes qu'occupent aujourd'hui les conservateurs.

En 1967, les conservateurs occupent les banquettes de l'opposition et blâment les libéraux, mais aucun d'eux n'offre de vraie solution au problème. Aucun d'eux parle en termes de vérité, en termes concrets; aucun d'eux se place au niveau des vérités concrètes, des réalités physiques canadiennes.

Cette situation politique existe depuis la Confédération. On a changé de gouvernement. On est passé du rouge au bleu, et du bleu au rouge, mais cela a toujours été la mêmes protestations. Au fait, il n'y a absolument les mêmes recommandations et les même protestations. Au fait il n'y a absolument rien de changé; les deux vieux partis politiques n'ont jamais rien dérangé dans l'économie. L'économie financière du pays, vieille comme le monde, n'a jamais été réformée. Elle a toujours apporté les mêmes résultats, que ce soit sous les rouges ou sous les bleus.

[M. Knowles.]

On lutte encore; on présente des motions de défiance à l'égard du gouvernement. Les conservateurs voudraient que le gouvernement actuel démissionne afin de le remplacer, mais ils n'ont pas de meilleure solution à offrir.

Quant au Nouveau parti démocratique, il propose la planification comme panacée à tous les problèmes du monde mais, monsieur l'Orateur, la bibliothèque du Parlement est remplie à craquer de traités sur la planification et jamais on a su mettre à exécution un dixième de ces plans, car on n'avait pas l'argent pour les financer. Ce ne sont pas les plans qui manquent, mais bien la finance, pour mettre en œuvre les plans que nous avons présentement. Tant et aussi longtemps que nous ne serons pas au diapason des réalités, que nous ne nous attaquerons pas à la situation économique en tenant compte de la réalité, nous aurons les mêmes résultats.

● (9.40 p.m.)

Monsieur l'Orateur, il est bien plus facile de faire avaler aux Canadiens le déficit et les augmentations de taxes et d'impôts en divisant le budget en trois, parce qu'il semble que les demi-mesures ou les quarts de mesures s'avalent mieux.

A l'époque des conservateurs, on divisait le budget en deux. Là, on le divise en trois; on y ajoute une partie, mais cela n'arrange pas la situation.

L'augmentation des impôts et des taxes affligera davantage les Canadiens, et je dirai même que par ces mesures on vole le pouvoir d'achat déjà restreint des Canadiens. C'est un «contrôle» sur les personnes. C'est une restriction du crédit avec augmentation des prix. Ceci sera donc pire que la «crise» de 1929, qui était une restriction du crédit avec un abaissement des prix. Par ces augmentations du gouvernement, les personnes sont de plus en plus volées, de plus en plus «contrôlées» par les pouvoirs civils, et de plus en plus surveillées. C'est l'appauvrissement des familles, des personnes. C'est l'esclavage imposé par l'État. Que l'État soit dirigé par les rouges ou par les bleus, c'est quand même l'esclavage.

Jamais nous avons eu un système qui a apporté la stabilité au Canada. Nous avons connu les crises, les «dépressions», les augmentations de taxes, les augmentations d'impôts, l'enlèvement du pouvoir d'achat, en puisant dans les goussets des contribuables qui n'en n'ont déjà pas assez, l'inflation et la déflation, mais jamais la stabilité.

On fait payer le progrès par ceux qui l'ont accompli, en favorisant les fabricants de